

Pourquoi ce recours si facile à la violence ?

Réflexions à partir des affrontements des
22 et 23 mars 2007⁽¹⁾

 Ghislain TSHIKENDWA Matadi s.j.

⁽¹⁾ Je dédie ce texte aux victimes des violences de février 2007 au Bas-Congo et celles des affrontements des 22 et 23 mars 2007 à Kinshasa. J'espère qu'un jour la vie humaine sera respectée par tous, parce qu'elle est sacrée.

« La non-violence est la plus grande force dont dispose l'humanité. Elle est plus puissante que la plus puissante des armes de destruction que l'ingéniosité de l'homme ait jamais pu concevoir. La destruction n'est pas la loi des hommes : l'homme vit libre lorsqu'il est prêt à mourir de la main de son frère – si nécessaire – mais en aucun cas à le tuer. Tout assassinat et toute blessure commise ou infligée à un autre homme, quelle qu'en soit la raison, est un crime contre l'humanité ».
Mahatma Gandhi

Pour commencer : mes quelques certitudes...

Je ne me serais jamais décidé à écrire ces pages si je ne partageais pas, du fond de mon cœur, ces quelques certitudes. *La première*, c'est que d'une crise, même absurde, l'homme peut tirer, s'il le veut et le décide, des leçons salutaires pour l'avenir. *La deuxième* : Il faut faire confiance en l'homme, car il est capable, après tout, de respecter, de protéger, de perpétuer la vie et d'en assurer la sacralité. *La troisième* : Bien que dure, la loi juste reste la loi et qu'un pays qui veut se développer, doit faire respecter l'autorité de l'Etat. *La dernière*

 Editeur-Rédacteur en chef et membre du CEPAS

sous-tend les trois premières : la personne qui obtient les changements nécessaires et importants en faveur de sa société par la *non-violence* jouira d'un respect qui transcende le temps et l'espace.

De la crise à l'affrontement armé : la mort devenue un fait banal

Les crises ayant abouti à des affrontements armés et ayant entraîné non seulement des dégâts matériels mais aussi des pertes en vies humaines, sont encore très fraîches dans notre mémoire individuelle et collective. Ces affrontements récurrents et devenus familiers nous conduisent parfois à une interrogation presque cynique : *A quand le prochain tour ?* Cela peut se comprendre : en l'espace de 8 mois seulement (un record qui n'honore personne), le peuple kinois a assisté, impuissant et à deux reprises, aux affrontements armés et meurtriers en plein centre ville de Kinshasa. Je n'oublie pas, loin de là, les affrontements qui ont endeuillé la Province du Bas-Congo au mois de février 2007 et qui n'ont pas semblé émouvoir l'opinion nationale. Se suivant et se ressemblant presque, ces affrontements, qui auraient pourtant pu être évités, ont fait voir jusqu'à quel point, en RDC, *la vie humaine peut être banalisée, voire chosifiée*. Les morts, qu'ils se comptent par dizaines, centaines, milliers, ne semblent émouvoir personne. *Tuer et voir tuer sont devenus un fait banal!*

S'efforcer d'apprendre de la crise et de nos erreurs

Réfléchissant sur les tristes affrontements du 20 au 22 août 2006, ayant opposé les gardes de Monsieur Jean-Pierre Bemba, alors Vice-président de la République, et ceux du Président Joseph Kabila, j'écrivais ce qui suit : « *Plusieurs compatriotes continuent de s'interroger : Comment expliquer le déclenchement des affrontements inutiles entre deux citoyens congolais appelés, pourtant, à se présenter, le 29 octobre 2006, au deuxième tour de l'élection présidentielle ? Qu'est-ce qui peut, raisonnablement, expliquer cette escalade de violence ? Questions difficiles, mais aussi vitales, et dont les réponses peuvent demain nous éviter le pire* »⁽²⁾.

(2) Ghislain Tshikendwa Matadi, « La crise du 20 au 22 août 2006 : Aborder enfin des vraies questions... », dans *Congo-Afrique* (septembre 2006) 407, p. 262.

Je conclusais ma réflexion en émettant un souhait :
« Les vraies questions qui doivent être abordées en cette période sont celles liées à l'avenir du Congo comme NATION. Car personne ne dépasse en valeur 'ce don béni de nos aïeux' qu'est la nation congolaise. Le leader dont le Congo a besoin, c'est cet homme ou cette femme qui contribuera à bâtir, dans la paix, un pays plus beau qu'avant et qui aidera à en assurer la dignité et la grandeur »⁽³⁾.

(3) Ghislain Tshikendwa Matadi, « La crise du 20 au 22 août 2006 : Aborder enfin des vraies questions... », p. 269.

Non ! Nous n'avons pas pu éviter le pire ! Nous n'avons pas fourni des efforts pour l'éviter parce que nous n'avons pas cherché à apprendre des crises précédentes et de notre histoire. Et il n'est pas évident de dire, vue la manière dont nous sommes arrivés à banaliser la vie humaine, que demain sera différent, c'est-à-dire un espace où toute mort humaine provoquée par la force brutale suscitera indignation et colère et sera unanimement condamnée. La force brutale et disproportionnée qui s'est déployée les 22 et 23 mars, pour ne parler que des derniers événements, n'a pas seulement détruit les arbres et les bâtiments, elle a anéanti les vies humaines innocentes. C'est grave. La beauté et la dignité auxquelles nous invitent notre hymne national et notre bon sens ont été bafouées par ceux-là mêmes qui prétendent vouloir, d'une manière ou d'une autre, assurer la grandeur de notre pays. Quel paradoxe !

Ne pas arrêter l'élan de la reconstruction et de la démocratisation

Il y a plusieurs années que l'on parle de la reconstruction de notre pays, sans vraiment y parvenir ! Depuis le 6 décembre 2006, date de l'investiture du Président Joseph Kabila, on évoque désormais les cinq chantiers dont l'exécution dépend en grande partie, quelle dérision, de l'intervention de la communauté internationale, celle-là même qui a aidé à l'organisation des élections démocratiques et a contribué aussi à placer les ex-belligérants avec leurs milices respectives en pleine capitale. Mais comment nous faire raisonnablement confiance lorsque, en quelques heures, nous

favorisons la destruction des infrastructures que personne ne prévoit de reconstruire sans intervention de l'extérieur ? Comment croire en notre volonté de reconstruction lorsque, au lieu de créer les conditions propices à la paix durable, cette paix sans laquelle aucun investissement sérieux ne peut être envisagé, nous ne nous investissons pas assez pour empêcher un climat de terreur et d'incertitude ?

Mais, ne l'oublions pas : Quand un fait, aussi banal qu'il soit, se répète, c'est qu'il est porteur de sens. Il doit, dès lors, être soumis au crible de la réflexion et de l'analyse objective pour qu'il ne devienne pas purement et simplement un fait banal. Les affrontements armés qui se répètent depuis un certain nombre d'années ne représentent pas un fait anodin. Je ne pense pas non plus que la destruction matérielle et humaine à laquelle nous assistons soit un fait du hasard. Ils sont plutôt la conséquence d'une manière fautive que nous avons de concevoir le pouvoir politique et d'apprécier l'importance de la vie humaine.

C'est pourquoi il ne nous faut pas trop vite les oublier, comme nous avons, hélas, coutume de le faire, sans en tirer des leçons qui conviennent pour notre avenir que nous souhaitons digne pour chaque enfant de ce pays. Ces affrontements m'ont donné à penser, lorsque en me trouvant dans le champ de tir, non pas seul, mais aux côtés d'autres personnes : élèves, fonctionnaires, hommes et femmes, j'ai réalisé combien la bêtise humaine peut mettre brutalement fin à la vie des innocents. Voilà pourquoi j'en suis arrivé à me poser cette question à laquelle je vais tenter de répondre : « Pourquoi tant de violence parmi les frères » ?

Je ne trouve pas de meilleure réponse que celle-ci : Nous n'avons pas encore considéré la personne humaine comme étant sacrée.

Il faut le savoir et le répéter : la personne humaine est sacrée

J'ai entendu, lu et écrit de ma main que l'Africain aime la vie et qu'il la protège⁽⁴⁾. Les affrontements

(⁴) Voir les premier et dernier chapitres de mon livre : *De l'absurdité de la souffrance à l'espérance. Une étude du livre de Job en temps du VIH/Sida*, Kinshasa, Médiaspaul, 2007. Version anglaise : *Suffering, Belief, Hope : the Wisdom of Job and Africa in the Time of AIDS* (à paraître bientôt aux Editions Paulines Publications Africa, Nairobi).

armés en plein centre ville de Kinshasa me font pourtant douter de ce que j'ai considéré, pendant plusieurs années, comme une fierté africaine et une vérité incontestable. Pour ne parler que des derniers affrontements, il faut signaler qu'ils ont été déclenchés en pleine journée, et dans un espace parsemé de plusieurs complexes scolaires dont le nombre des élèves est estimé à plus de 10.000. Et ce 22 mars, jour du déclenchement de ces tristes affrontements, fut un jour ouvrable. Comment faire croire, dès lors, qu'une personne qui favorise, d'une manière ou d'une autre, le déclenchement d'un conflit armé dans de telles circonstances aime la vie humaine et la protège ? Et si c'est vrai que l'Africain aime la vie, comment comprendre que, pour des problèmes qui peuvent se régler autrement, il recourt si facilement à l'usage de la force qui humilie et anéantit ?

Les tirs à l'arme lourde et légère qui ont retenti de la mi-journée du 22 mars jusqu'à la soirée du 23 mars 2007, ont, on le sait, obligé des milliers de personnes à se terrer dans leurs bureaux de travail et les enfants dans leurs écoles. Quel sens de responsabilité attendre de ces enfants innocents, l'avenir de la nation, qui se sont parfois vus dépouillés de leur argent de transport ou de collation, de leurs téléphones portables et ont été témoins des scènes de pillages ? Tout cela pose de sérieuses questions sur le sens du respect que nous avons de la vie humaine et de respect de l'autre, surtout les plus jeunes. Peut-on continuer à croire, comme le dit notre Constitution, que « La personne humaine est sacrée et que l'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger ? (Article 16).

Mais, ce dont il ne faut pas douter, c'est le fait que lorsque notre Constitution dit que « Toute personne a droit à la vie, à l'intégrité physique ainsi qu'au libre développement de sa personnalité dans le respect de la Loi, de l'ordre public, du droit d'autrui et de bonnes mœurs » (Article 16), elle adhère au principe divin qui interdit à tout homme de supprimer la vie de son frère. C'est cela la nouvelle voie, celle qui interdit à mettre brutalement et inutilement fin à la vie humaine. C'est à l'attitude de non-violence à laquelle nous sommes tous invités pour que notre pays devienne autre chose que ce qu'il est aujourd'hui.

«Remets ton glaive au fourreau » (Jn 18, 11) : pour une culture de la non-violence

Le contexte de violence et d'affrontements que nous avons connus et continuons de connaître, et les craintes qu'un tel climat, aux contours incertains et fragiles, suscite en nos cœurs, m'offrent une occasion pour réfléchir sur la vertu de la non-violence. Celle-ci me semble la voie royale qui pourrait nous éviter de retourner aux pratiques anti-démocratiques tant décriées sous la 2^{ème} République. Et la recommandation de Jésus à Pierre, qui veut se

servir de son épée pour détruire une vie, me semble être bien à propos parce qu'elle nous interpelle tous : « *Remets ton glaive au fourreau* » (Jn 18, 11).

Simon-Pierre à qui Jésus s'adresse, d'un ton solennel et ferme, est un de ses meilleurs disciples, celui-là même à qui il confiera la charge de son troupeau. Et le contexte qui oblige ce disciple de la première heure à sortir son épée pour tenter, à sa manière, de défendre celui à qui il a promis fidélité, en détruisant la vie de celui qu'il identifie comme son ennemi, est dramatique. Jésus et son disciple savent que le moment est grave et qu'il pourrait légitimer toute forme de violence. Quoi de plus normal pour Pierre que de sortir son épée pour défendre son maître avant que le pire ne lui arrive !

Pierre qui s'attendait probablement à des éloges de la part de Jésus pour sa « bravoure » et sa fidélité, est surpris de sa réaction : « *Remets ton glaive au fourreau* ». Jésus choisit précisément cette occasion de terreur pour faire comprendre à Pierre, c'est-à-dire à quiconque croit privilégier la force des armes pour changer l'ordre des choses, qu'aucune situation ne peut légitimer la destruction d'une vie humaine. Outre le fait que, en un temps où, plus que jamais, il se sent vulnérable, Jésus ne cède pas à la panique et à la violence, il nous montre et nous enseigne aussi que choisir la voie de la non-violence pour régler les conflits inhérents à la vie humaine ennoblit : « Si j'ai mal parlé, montre en quoi; si j'ai bien parlé, pourquoi me frappes-tu? » (Jn 18, 23).

On comprend, dès lors, pourquoi Mahatma Gandhi, qui « est le premier à avoir étendu le principe de la non-violence du plan individuel au plan social et politique » est resté un grand admirateur de Jésus, s'inspirant précisément de son attitude pour conforter ses idées sur la non-violence pour la libération de son peuple.

La non-violence n'est pas une attitude réservée à quelques privilégiés

Dans ce pays où la loi du plus fort risque de devenir le mode de gouvernement, il n'est pas étonnant que l'appel à la non-violence apparaisse plutôt comme un vœu pieux. Notre monde n'est-il pas régi aujourd'hui par une minorité économiquement et militairement puissante ? Mais, combien ne nous rendons-nous pas compte que les conflits armés de plus en plus nombreux et souvent injustifiés d'une part, et le cortège de malheurs qu'ils entraînent d'autre part, ne sont qu'une triste manière de multiplier la violence ? Il me semble que nous nous leurrions en pensant que le climat de paix et de démocratie seront instaurés à coup des canons. Le cas des USA et leurs alliés en Irak est là pour nous l'apprendre. Les Irlandais du nord viennent aussi de comprendre que la violence ne conduit à rien, sinon à la des-

truction matérielle et mentale. L'homme ne s'en rend malheureusement compte qu'après que les vies humaines aient été inutilement détruites.

Nous commençons, petit à petit, à nous rendre compte, heureusement, que des personnes universellement respectées sont celles qui, dans des situations difficiles et complexes, tentent de favoriser la réconciliation entre les peuples. Le temps arrive où ce ne sont plus de héros militaires qui seront « honorés et vénérés », mais plutôt ceux qui, même dans leur insignifiance, réussissent à réconcilier, par le dialogue constructif, ceux qui se combattent par les armes pour parvenir au pouvoir politique et économique.

Pour sa part, Mahatma Gandhi nous apprend que « la non-violence est un instrument à la portée de tous : enfants, jeunes gens ou adultes, pourvu qu'ils croient effectivement au Dieu d'amour et tirent de cette foi un amour égal pour tous ». La non-violence, d'après lui, est « un maximum d'amour » et cet amour est la plus grande force du monde en même temps qu'elle est la plus humble que l'on puisse imaginer. Mais, il ne faut pas aller jusqu'à croire que la non-violence est absence de toute lutte pour le règne du droit et de la justice.

La non-violence n'est pas une légitimation de l'impunité et de passivité

La non-violence ne signifie pas qu'il faille rester passif devant les injustices sociales et devant le non-respect de la loi. Gandhi déclare que de même que celui qui pratique l'art de la violence doit apprendre à tuer, de même celui qui veut s'entraîner à la non-violence doit apprendre à mourir. Un homme passif et laxiste n'est pas un non-violent, mais un lâche. Le non-violent est celui qui, tout en possédant des moyens capables d'anéantir une vie humaine, se refuse à les employer à cette fin parce que « tous les hommes sont frères » et qu'il faut accorder à chacun la chance d'une meilleure vie. L'Afrique du Sud ne serait pas devenue ce pays enviable si ses responsables politiques, Nelson Mandela et Frederik De Klerk n'avaient pas décidé de privilégier les voies du dialogue et de la réconciliation. Martin Luther King, Jr, n'aurait jamais contribué positivement à l'égalité raciale dans son pays s'il avait privilégié la force des armes.

Conclusion

Il nous faut, premièrement, connaître, intérioriser et respecter notre Constitution. Elle est, au-delà de ses imperfections, le cadre officiel et concerté capable de nous aider à régler nos différends. Il nous faut, deuxièmement, prendre au sérieux les moments que nous vivons et l'évolution posi-

tive enregistrée dans la consolidation de nos institutions. Troisièmement, nous faut surtout avoir le courage d'apprendre quelque chose de positif de nos erreurs, de ce qui nous désole aujourd'hui et nous humilie.

Après les affrontements successifs survenus à Kinshasa au mois d'août 2006 et au mois de mars 2007, ceux survenus au Bas-Congo au mois de février, il faut se dire que notre honneur et notre dignité ont été bafoués. Rien, dans le contexte qui est le nôtre, celui d'après les élections démocratiques, ne peut légitimer la provocation et la violence. A cet effet, le pouvoir et l'opposition politique (qu'il ne faut jamais identifier aux individus) doivent s'habituer au dialogue continu, à la concertation franche et au pardon sincère en vue d'une réconciliation véritable, gage de la paix qui favorise le développement. Mais tout ceci n'exclut en aucun cas que les citoyens congolais qui portent délibérément atteinte à la sécurité de l'Etat soient punis de façon exemplaire et selon la loi en vigueur. *Dura lex, sed lex (la loi est dure, mais c'est la loi, dit la maxime).*

Mon souhait est qu'émerge une société civile capable d'aider les uns et les autres à privilégier tout ce qui peut concourir à la reconstruction mentale du Congolais et à privilégier la non-violence et l'application stricte de la loi. Les Eglises, les ONG, les syndicats et la presse peuvent jouer, s'ils refusent de devenir de simples fanatiques, un rôle déterminant dans la renaissance du Congo. Souhaitons, enfin, que sacrifier sa vie pour le bonheur de tous devienne désormais notre manière individuelle et collective de faire. Que l'esprit du Seigneur qui libère de la peur nous y accompagne.

Ghislain TSHIKENDWA Matadi, SJ